

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III-278

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité :      Membres      et Suppléants

---

#### Article III-278

(compétence de la Cour de justice dans la Pesc)

**Sans préjudice de l'article III-222, paragraphe 12**, la Cour de justice n'a pas de compétence au regard des articles I-39 et I-40] et des dispositions du [chapitre II du titre V de la Partie III ]concernant la politique étrangère et de sécurité commune, **à l'exception des recours formés en vertu :**

- de l'article III-262
  - de l'article III-266, pour ce qui concerne les seuls recours formés par un Etat membre ou le Ministre des affaires étrangères
  - de l'article III-272
  - de l'article III-275
  - de l'article III-276
- 

#### **Explication :**

La Commission s'est prononcée en faveur de la compétence intégrale de la Cour de justice en matière de Pesc, et elle soutient tous les amendements allant en ce sens.

Compte tenu, toutefois, de la réticence de certains membres de Conventionnels, nous soumettons à l'attention de la Convention une formule de compromis, qui se limite à prévoir la Cour de justice compétente dans les seuls cas absolument nécessaires (a) pour que l'Union respecte, comme l'affirme l'article I-2, le principe de l'état de droit et (b) pour éviter que les Etats membres, en cas de litige, se voient obligés à soumettre un différend devant la Cour internationale de La Haye. En effet, le fait que certaines décisions peuvent être adoptées à la majorité qualifiée, qui sont obligatoires pour tous les Etats membres, rend nécessaire de prévoir la compétence de la Cour pour les recours à former par les Etats membres.

Il s'agit des recours suivants :

a) Article III-272 : les litiges relatifs à la réparation des dommages causés par la faute d'une institution ou de ses agents (responsabilité extracontractuelle) ; les questions à couvrir essentiellement sont les recours en réparation de dommages causés lors d'une action dans un pays tiers.

En ce qui concerne le contrôle de légalité des actes de l'Union par les particuliers (article III-266, paragraphe 4), on peut estimer qu'en règle générale aucun acte adopté

en matière de Pesc ne devrait concerner directement et individuellement les particuliers. Il ne semble donc pas strictement nécessaire d'étendre la compétence de la Cour en matière Pesc à l'article III-266, paragraphe 4. Il en serait autrement au cas où des décisions interdisant l'entrée de personnes physiques sur le territoire de l'Union ne seraient pas prises en vertu de l'art. II-219 (sur les mesures restrictives), mais directement sur la base d'une disposition Pesc. Si cela était envisagé, il faudra, pour maintenir l'état de droit soit de libeller autrement l'article III-219 (qui n'est pas soustrait à la juridiction de la Cour), soit étendre expressément la compétence de la Cour à ce cas.

b) Article III-266 : les recours en annulation des actes adoptés dans le cadre Pesc, formés par un Etat membre ou le Ministre des affaires étrangères. Il est, en effet, imaginable qu'un acte en matière de Pesc a été adopté en violation de la Constitution ou en violation de formes substantielles.

Article III-262 : les recours en manquement aux obligations, intentés par un Etat membre. Il convient en effet, en l'absence de tout autre mécanisme de contrôle, de permettre aux autres Etats membres de laisser la Cour de justice constater qu'un Etat membre a manqué à ses obligations découlant d'une disposition de la Constitution ou d'un acte adopté par le Conseil dans le domaine de la Pesc.

Articles III-275 et III-276 : les recours fondés sur une clause compromissoire dans un contrat de droit privé ou public ainsi que les recours formés en vertu d'un compromis entre des Etats membres qui souhaitent soumettre leur différend à la Cour.